

Sur l'impérialisme russe

(V., *Combat communiste*, 1976)

Introduction

Dans un texte précédent¹ nous avons exposé pourquoi la tendance COMBAT COMMUNISTE caractérise l'URSS comme un État bourgeois et la bureaucratie comme une fraction de la bourgeoisie mondiale depuis la contre-révolution stalinienne.

Cette démonstration effectuée, il était indispensable de mettre en lumière le caractère impérialiste de l'URSS et de relier cette politique impérialiste de l'État de Staline et Brejnev à ses fondements économiques et sociaux et à la place occupée par l'URSS sur l'échiquier mondial, d'exposer les liens entre la forme particulière prise par le développement du capitalisme en URSS, le stade atteint par ce développement et les traits particuliers de l'impérialisme russe.

Les «particularités» qui peuvent différencier l'impérialisme russe de ses rivaux constituent en effet l'un des arguments principaux de ceux – en particulier les groupes trotskystes – qui tout en reconnaissant et en dénonçant la «politique de grande puissance» de l'URSS, ses «tendances expansionnistes», etc., lui dénie tout caractère impérialiste et s'obstinent à se ranger à ses côtés en cas de guerre mondiale.

Nous avons également voulu nous démarquer des tendances maoïstes qui ont subitement découvert le caractère impérialiste de l'URSS après la rupture sino-soviétique et qui se satisfont d'une description grossièrement impressionniste des rapports entretenus par l'URSS et les États qu'elle domine pour démontrer sa nature impérialiste. Tout approfondissement de la question est évidemment interdit aux maoïstes sous peine de remettre en question le stalinisme, car il n'y a, de toute évidence, aucune rupture entre la politique impérialiste de Staline et celle de Khrouchtchev et ses successeurs.

Les éléments que nous présentons ici n'épuisent bien évidemment pas la question de l'impérialisme russe dont l'intérêt est primordial pour le mouvement révolutionnaire. Nous espérons cependant contribuer à détruire le mythe trotskyste de l'«État ouvrier déformé qui défend dans l'arène mondiale les intérêts généraux du prolétariat» et à démasquer les chantres du maostalinisme qui ne dénoncent l'impérialisme russe que pour se mettre au service de la bureaucratie chinoise – et de l'impérialisme français pour certains d'entre eux – comme hier leurs aînés se faisaient les agents de l'impérialisme russe dans le mouvement ouvrier.

QU'EST-CE QUE L'IMPERIALISME ?

Pour le commun des mortels qui emploie le mot «impérialisme» dans son acception vulgaire – à savoir la politique d'un État qui vise à se tailler un empire – il est dès le premier abord évident que l'URSS est impérialiste. Son intervention militaire suffit certainement à en convaincre les Tchèques ou les Hongrois, sa politique de russification héritée des tsars ne doit laisser aucun doute à ce propos à un Turkmène, ou un Tatar de Crimée.

Pourtant, pour les marxistes, impérialisme ne signifie pas seulement domination et conquêtes militaires: Alexandre le Grand et César bâtirent d'immenses empires sans pour autant entrer dans la même catégorie «impérialiste» que les États-Unis. Ou bien cette définition serait si générale qu'elle n'aurait plus aucun intérêt si Ramsès II et Nixon y entraient ensemble.

«Les raisonnements “d'ordre général” sur l'impérialisme qui négligent, ou relèguent à l'arrière-plan, la différence essentielle des formations économiques et sociales dégénèrent infailliblement en banalités creuses ou en rodomontades, comme la comparaison entre “la Grande Rome et la Grande Bretagne”.»(Lénine)

L'impérialisme a un sens précis pour les marxistes : il correspond à un stade de développement

¹ *Révolution et contre-révolution en URSS – le trotskysme et l'URSS*, brochure de *Combat communiste*, 1975.

de la société, sur la base d'un mode de production particulier. Or, c'est au nom de la définition marxiste de l'impérialisme que les trotskystes refusent de définir l'URSS comme impérialiste, même s'ils conviennent volontiers des méfaits de sa politique internationale.

Voyons donc comment Lénine définit l'impérialisme. Pour Lénine, l'impérialisme est «*le stade suprême du capitalisme*». Parvenu à ce stade, ses tendances poussent le capital à renforcer, non seulement l'exploitation des ouvriers des pays industriels, mais à intensifier son contrôle sur le reste du monde. Lénine donne de ce stade suprême les 5 traits caractéristiques suivants :

- 1) Fin de la libre concurrence et création de monopoles et de cartels ;
- 2) Fusion du capital industriel et bancaire : apparition du capital financier ;
- 3) Exportation de capitaux ;
- 4) Formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes ;
- 5) Fin du partage du monde entre les grandes puissances.

Lénine décrit ainsi un SYSTEME MONDIAL au sein duquel chaque État capitaliste est conduit à lutter pour accroître sa zone de domination, aussi bien pour s'emparer de nouvelles sources de matières premières et de débouchés pour ses produits industriels, s'installer dans de nouvelles positions stratégiques, que d'empêcher ses rivaux de s'en emparer eux-mêmes. Chaque État défend ainsi les intérêts généraux de «sa» bourgeoisie nationale et les possibilités de «ses» capitalistes à continuer à accumuler le capital et à combattre la baisse du taux de profit en investissant dans les régions où les matières premières et la main d'œuvre sont meilleur marché que dans les métropoles. Lénine démontre ainsi que le pillage des pays «sous-développés» résulte, non d'un choix politique des gouvernants des États capitalistes, mais d'une nécessité économique et que les rivalités impérialistes conduisent inéluctablement à la guerre mondiale.

En possession de cette définition léniniste de l'impérialisme, nous pourrions constater que l'URSS participe indiscutablement au partage du globe, que la concentration du capital y atteint un degré sans précédent, qu'elle exporte des capitaux et conclure que l'URSS répond à cette définition de l'impérialisme. C'est cette démarche qu'accomplissent d'ailleurs sommairement les maoïstes en escamotant les aspects qui peuvent nuire à leur démonstration et en exagérant les traits qui la servent.

Cette méthode nous paraît tout à fait insuffisante pour comprendre l'impérialisme russe et ses particularités. Pour les marxistes, l'impérialisme, comme tous les phénomènes sociaux, doit être étudié, non d'une façon statique à partir de définitions établies il y a un demi-siècle, mais dans le cadre de son évolution historique. Les phénomènes peuvent en effet se reproduire de façons sensiblement diverses, présenter des formes variées, tout en conservant la même essence profonde.

Si nous prenons l'exemple de la bourgeoisie, nous constatons que la forme prise par cette classe sociale a évolué. Le PDG salarié d'un trust privé, le directeur-fonctionnaire d'une entreprise nationalisée² sont des personnages bien différents du manufacturier du XIX^e siècle. Pourtant ils appartiennent tous à la même classe des exploiters capitalistes.

De même, l'impérialisme a pris des formes différentes au cours de l'histoire – et nous ne parlons pas de l'impérialisme romain ou carthaginois. Lénine, dans la préface de sa célèbre brochure, prend d'ailleurs bien soin de situer historiquement le «*tableau d'ensemble de l'économie mondiale*» qu'il nous donne : «*au début du XX^e siècle, à la veille de la première guerre mondiale*».

Lénine précise également que «*même la politique coloniale du capitalisme dans les phases antérieures de celui-ci se distingue foncièrement de la politique coloniale du capital financier*». Pendant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis la rédaction de la brochure de Lénine, le capitalisme a de toute évidence poursuivi son évolution. En particulier, il a pris la forme du capitalisme d'État sur un tiers de la planète. L'impérialisme a lui aussi évolué et c'est dans le cadre de cette évolution qu'il faut analyser les particularités de l'impérialisme russe.

² Ainsi la «bourgeoisie» française d'aujourd'hui est bien loin de se composer uniquement de bourgeois propriétaires privés individuels de moyens de production. Une étude d'un certain Yves Janin montre que 2 administrateurs d'entreprise sur 3 sont des dirigeants salariés. Un sur trois seulement est actionnaire important ou membre d'une famille cofondatrice de l'entreprise.

DU PILLAGE COLONIAL A LA DOMINATION TECHNOLOGIQUE

Marx distinguait deux étapes de la domination du capital sur le travail : la domination «*formelle*» et la domination «*réelle*».

La domination est «*formelle*» quand le capital se soumet «*un procès de travail préexistant et déterminé*». Ainsi, quand le capitaliste regroupe sous son toit des artisans, le contenu et la technique du travail ne changent pas. La domination du capital devient «*réelle*» quand, avec le développement du machinisme, cette domination n'est plus extérieure au procès de production, mais s'impose à l'individu isolé par le seul biais de la division capitaliste du travail.

Sommairement, nous pourrions dire que l'impérialisme a connu également deux phases : la première fondée sur la domination «formelle», la domination coloniale directe et militaire, le pillage déclaré. La seconde, fondée essentiellement sur la domination «réelle», technologique, et la division capitaliste du travail à l'échelle mondiale.

Ces deux phases correspondent à des degrés différents du développement du capitalisme. L'impérialisme du XIX^e siècle était fondé sur les industries textiles, du fer, de l'acier. A ce stade correspond la recherche de matières premières comme le coton, le fer, le charbon, etc. C'est l'impérialisme des grandes compagnies coloniales, des mines, des plantations. Les peuples coloniaux sont contraints à effectuer un travail gratuit, ou quasi gratuit, sous la menace physique des troupes coloniales dans des conditions proches de l'esclavagisme. Le développement de la production dépend, dans cette phase extensive, de l'abondance de la main d'œuvre et des matières premières.

Depuis le XX^e siècle, les grandes compagnies ont partout décliné. Une grande partie des matières premières ont perdu leur caractère stratégique (à l'exception de certaines d'entre elles, dont le pétrole). Les pays capitalistes ont mis au point des produits de remplacement : le caoutchouc synthétique, les fibres synthétiques qui remplacent en partie le coton, etc. Les industries de pointe (électronique, informatique, énergie nucléaire, pétrochimie, construction mécanique) dépendent des innovations technologiques beaucoup plus que l'abondance de main d'œuvre. Les processus de transformation des matières premières sont devenus infiniment complexes³.

A ces mutations correspond une évolution de la domination coloniale qui n'a plus besoin d'être directe, brutale, et qui se concilie parfaitement avec l'indépendance politique des États pillés, contrairement à la phase précédente.

Cette évolution du capitalisme et des formes de domination impérialiste qui lui correspondent présente cependant **un caractère inégal**. Les différentes formes de domination impérialiste se combinent à l'échelle mondiale. Certains secteurs de l'impérialisme exercent leur domination sous la forme la plus avancée : la domination technologique. Ainsi, la vente d'usines clés en mains à la Chine ou à l'Algérie se concilie parfaitement avec le monopole du commerce extérieur mis en place par ces États. Un siècle auparavant, nous voyions les États-Unis envoyer des canonnières pour forcer l'ouverture des ports nippons à leur marchandises...

Mais à côté subsistent des formes archaïques de l'impérialisme, de la même façon que la manufacture et l'artisanat peuvent encore subsister à côté des trusts gigantesques et des multinationales.

Ainsi l'impérialisme portugais se présentait comme une séquelle de l'ère des Marco Polo et Vasco de Gama. Les guerres coloniales constituent, pour une grande part, des réactions violentes de secteurs condamnés de l'impérialisme sur lesquelles viennent se greffer les rivalités entre les impérialismes montants qui visent à les supplanter⁴.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les traits particuliers de l'impérialisme russe. Celui-ci comporte des traits particuliers qui le distinguent des autres impérialismes, de la même façon que ces derniers se distinguent entre eux. Ainsi la forme prise par la domination américaine en Amérique du Sud, par exemple, est différente de celle des vieux impérialismes français et anglais en Afrique. Mais ces formes tendent à se rapprocher : dans les États de l'ancienne Union Française, la

³ Cf. Nigel Harris, «L'impérialisme aujourd'hui», 1972.

⁴ Nous parlons ici des guerres coloniales «traditionnelles» (guerres françaises d'Indochine et d'Algérie; Angola, etc.), non de la guerre américaine au Vietnam.

domination militaire brutale a fait peu à peu place à l'exportation de capitaux puis à des accords commerciaux conclus d'État à État avec les pays qui se sont dotés du monopole du commerce extérieur comme l'Algérie, mais n'échappent pas pour autant au pillage impérialiste.

Nous verrons donc que les particularités prises par l'impérialisme russe correspondent, non pas à sa prétendue nature «ouvrière», mais aux particularités du développement du capitalisme dans cet État et à son arrivée tardive sur la scène mondiale, alors que le partage du globe était déjà effectué.

CAPITALISME D'ÉTAT ET IMPÉRIALISME

En URSS, l'ensemble du capital est concentré aux mains de l'État. Pour des raisons historiques sur lesquelles nous ne reviendrons pas ici, la concentration du capital y atteint cette «dernière limite» envisagée par Marx où *«le capital national tout entier ne forme plus qu'un seul capital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes»*.

Mais cette *«transformation en propriété d'État ne supprime pas la qualité de capital des forces productives»*. *«Plus l'État fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif»* (Engels).

La planification de l'économie en URSS n'est que la planification de l'exploitation des travailleurs par la bureaucratie qui gère le capital national étatisé et en tire ses privilèges. Cette planification ne dépend d'ailleurs pas du bon vouloir des exploités russes. Elle est étroitement soumise aux impératifs de l'accumulation du capital par l'État russe dans le cadre de la concurrence mondiale pour le capital et pour le pouvoir.

C'est-à-dire que la maîtrise de l'évolution de l'économie russe échappe complètement à la bureaucratie russe. Comme toutes les classes dominantes capitalistes, elle n'est que l'agent de l'accumulation du capital. Elle est conduite par l'économie qui n'obéit qu'à ses propres lois. Si l'anarchie qui résulte de la concurrence a en partie disparu⁵ au niveau national, cette anarchie n'est que reportée au niveau plus élevé de la concurrence entre États où ses effets sont encore plus désastreux et catastrophiques.

C'est la concurrence internationale qui détermine en URSS la division du travail, la répartition des capitaux entre les différentes branches, etc., et non la volonté des bureaucrates, même si ceux-ci peuvent en entretenir l'illusion. Il faut souligner que le poids de cette concurrence pèserait sur l'URSS, même si celle-ci n'entretenait aucune relation commerciale avec les autres États, par le seul biais de la concurrence militaire. Ce phénomène n'est d'ailleurs nullement original : il a été parfaitement décrit par Trotsky qui expliquait ainsi le développement de l'État tsariste et de l'économie russe avant 1914 (1905⁶) :

«Pour se maintenir contre des ennemis mieux armés, l'État russe fut forcé de se créer une industrie, une technique [...]. L'histoire de l'économie russe est faite d'une chaîne ininterrompue d'efforts héroïques dans leur genre, tous destinés à garantir les ressources indispensables à l'organisation militaire.» «Il a fallu que le tsarisme essuie les défaites militaires de Crimée pour qu'il se décide dans son propre intérêt à frayer devant le capital la route du progrès...»

Il est à souligner que pour déterminer le caractère impérialiste de la Russie tsariste, les bolcheviks ne s'appuyaient pas sur les seules *«tendances internes»* de l'économie russe, mais sur la place de la Russie sur l'échiquier international.

⁵ Nous disons «en partie» car en, réalité, l'anarchie bureaucratique n'a pas grand-chose à envier à l'anarchie qui résulte de la concurrence entre capitalistes privés individuels. L'URSS est d'ailleurs bien loin de constituer un capitalisme d'État intégral : par exemple 30% de la production agricole demeure intégralement privée et échappe donc à toute tentative de planification. Même dans l'industrie étatique, la concurrence entre entreprises existe sous diverses formes que nous n'examinons pas ici et a été renforcée par les réformes économiques «libérales». Pour la commodité du raisonnement, nous n'avons pas tenu compte de ces aspects qui ne constituent pas des facteurs déterminants quant aux fondements de l'impérialisme russe.

⁶ Éditions de Minuit, 1969. Disponible désormais en ligne : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/1905/1905.pdf>

«Fréquemment, parmi les historiens russes de la nouvelle école, des discussions s'élèvent sur le point de savoir dans quelle mesure la Russie tsariste était mûre pour une politique impérialiste moderne, mais ces controverses retombent toujours dans la scholastique, car l'on considère la Russie sur le terrain international comme un élément isolé, comme un facteur indépendant. Or, la Russie n'a été qu'un chaînon du système.» «La Russie, en qualité de grande puissance, ne pouvait s'abstenir de participer à la mêlée impérialiste» écrit Trotsky à propos de la guerre de 1914-1918.

C'est sur le terrain international qu'il faut comprendre l'impérialisme dont «l'essence [...] est la rivalité de grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires, non pas tant pour elle-même que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie» (Lénine).

Sur ce terrain international, la politique de l'URSS aujourd'hui, comme hier celle de l'État tsariste, est motivée comme celle de tous les autres États bourgeois par la **seule défense de ses intérêts nationaux** qui conditionne le maintien et le renforcement de la domination et des privilèges de la classe dominante. Cette politique est déterminée par la compétition militaire, économique et diplomatique qui l'oppose aux autres États : cette politique ne peut être qu'impérialiste.

Il faut donc refuser toute analyse de l'impérialisme russe qui prétendrait se fonder sur les seules «tendances internes de l'économie russe». Une telle analyse serait aussi stupide que celle qui prétendrait expliquer la politique d'un patron dans son entreprise, l'organisation de la production dans cette entreprise, etc., sans tenir compte de la concurrence ! C'est pourtant pratiquement ce type de méthode qu'emploient ceux qui expliquent qu'un État dont l'économie est planifiée ne peut être impérialiste car «les investissements et les exportations de capitaux ne s'effectuent pas en fonction du profit».

UNE COMBINAISON DE PLUSIEURS ASPECTS DE L'IMPERIALISME

L'exportation de capitaux par l'URSS (dont certains voudraient faire un test décisif du caractère impérialiste ou non de cet État) ne constitue donc qu'un aspect de l'impérialisme russe qui doit être examiné dans le cadre de la compétition impérialiste internationale.

Le niveau de développement atteint par le capitalisme en URSS, ses formes particulières constituent cependant des éléments dont la compréhension est indispensable pour comprendre les traits originaux de l'impérialisme russe.

Si nous admettons que l'URSS fonctionne comme un gigantesque trust unique dont le conseil d'administration est présidé par Brejnev, Kossyguine et Cie, ce trust obéit à toutes les lois du capital et souffre de tous ses maux : baisse du taux de profit, crises, etc., même si ces maux peuvent prendre une forme superficiellement différente.

Nous ne disposons que de peu d'informations sur les formes revêtues par la crise du capitalisme en URSS. Les textes officiels publiés sont généralement de laborieux panégyriques où seules les difficultés «passées» sont parfois évoquées.

Dans son ouvrage *De la démocratie socialiste*, l'auteur Roy Medvedev (que l'on peut qualifier de «bureaucrate libéral»), nous apprend cependant que l'économie soviétique a connu, à la fin des années 1950, un «abaissement continu de la rentabilité du capital» (*sic*) qui a entraîné la perte de plusieurs millions de roubles de production industrielle. A part l'électricité et la métallurgie (secteurs très concentrés), la rentabilité de l'accumulation du capital a baissé de 2 à 3 fois, entre 1958 et 1964.

Cette situation a abouti, toujours selon Roy Medvedev, à inonder le marché de produits invendables. D'énormes stocks s'accumulaient au niveau du commerce de gros. Dans le commerce de détail, le stock de marchandises invendues ou invendables atteignait, en 1964, 20 milliards de roubles, plus qu'aux États-Unis au moment de la crise de 1929, selon Medvedev !

C'est d'ailleurs à la suite de cette situation qui ne peut pas être caractérisée autrement que comme une crise que devaient être mises en chantier les réformes de gestion dont le projet le plus notoire est la fameuse «réforme Libermann»...

Non seulement l'URSS, n'a pas dépassé le mode de production capitaliste, mais, sous bien des aspects, elle demeure un État semi-sous-développé. Ainsi, plus de 40% de la population vit encore à la campagne où le rendement agricole n'a pas dépassé celui atteint par les États-Unis en... 1920.

L'URSS fabrique 4 fois moins de camions que les États-Unis, 20 fois moins d'automobiles, 6 fois moins de matières plastiques, 10 fois moins de fibres synthétiques, 7 fois moins de produits cellulose-siques. Le retard dans les secteurs technologiques de pointe est encore beaucoup plus grand : plusieurs dizaines de fois moins de calculateurs électroniques et d'ordinateurs utilisés.

Cette contradiction entre l'arriération relative du capital russe, le sous-développement de régions entières⁷ et la concentration à un niveau inégalé du capital explique les particularités de l'impérialisme russe.

L'impérialisme russe combine, en effet, certains traits de l'impérialisme le plus moderne avec des aspects plus archaïques. Ses moyens de domination vont du pillage pur et simple à l'exportation de capitaux, moyens de domination correspondant aux différentes phases historiques de l'impérialisme.

Ces caractéristiques existent, ou ont existé, à des degrés moindres chez d'autres États impérialistes, comme le Japon entre les deux guerres mondiales, ou les vieilles puissances coloniales comme la France et l'Angleterre, mais elles sont particulièrement accusées en URSS.

Cette combinaison de plusieurs aspects de l'impérialisme se retrouvait d'ailleurs déjà dans l'impérialisme tsariste, ce qui faisait écrire à Lénine en 1914 : *«En Russie, l'impérialisme capitaliste de type moderne s'est pleinement révélé dans la politique du tsarisme à l'égard de la Perse, de la Mandchourie, de la Mongolie ; mais ce qui, d'une façon générale, prédomine en Russie, c'est l'impérialisme militaire et féodal.»*

S'il a perdu ses traits féodaux, l'impérialisme russe demeure encore en grande partie un impérialisme militaire dont la puissance militaire est disproportionnée par rapport à la puissance économique. Face aux États impérialistes occidentaux, l'URSS présente une très nette infériorité économique : elle se place au 14^e rang pour la productivité par tête d'habitant. Dans ses échanges commerciaux, l'URSS est donc pillée par les impérialismes plus développés : elle échange des matières premières qui représentent une plus grande quantité de travail que les produits finis qu'elle achète.

Ce n'est que grâce à sa puissance militaire que l'URSS maintient dans son orbite les États d'Europe de l'Est dont certains (la Tchécoslovaquie et la RDA) sont plus développés qu'elle. Après les avoir pillés à la fin de la seconde guerre mondiale, dans le cadre du partage impérialiste conclu à Yalta, elle a pu leur imposer des traités commerciaux inégaux. Mais ses tentatives d'imposer le développement industriel et la division de la production entre les différents États d'Europe de l'Est en fonction de ses seuls intérêts (politique impérialiste s'il en est !) se sont heurtées à la résistance des bureaucraties locales et sont en grande partie demeurées vaines.

En revanche, face aux États sous-développés, l'URSS apparaît comme un impérialisme tout à fait «traditionnel». Nous donnerons plus loin quelques exemples détaillés du pillage du tiers-monde par l'URSS, mais revenons tout d'abord sur le problème de l'exportation des capitaux.

L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Soulignons d'abord que cette exportation de capitaux est bien réelle, même si ses formes superficielles diffèrent superficiellement de celles des États de capitalisme privé individuel : ainsi, dans son ouvrage *La coopération*, l'auteur stalinien Yves Fuchs signale que l'URSS a consenti pour 4 milliards de roubles de crédit en 1965 aux États sous-développés.

Par rapport aux autres États impérialistes, la bureaucratie capitaliste russe jouit du «privilège» de pouvoir investir et exporter ses capitaux en fonction de ses intérêts généraux de classe, au lieu de laisser le capital s'éparpiller et s'investir ici ou là, en désordre, ceci grâce à la centralisation étatique du capital. La bureaucratie est donc en possession de tous les éléments pour déterminer ses choix avant de prendre telle ou telle décision d'investissement. Elle sait exactement ce qu'elle gagne ou

⁷ La répartition des moyens de production au stade de la domination du grand capital se fait *«dans des conditions telles que la masse de la population peut à peine subvenir à ses besoins et que tout le développement de l'agriculture retarde irrémédiablement sur celui de l'industrie dont une branche, "l'industrie lourde" prélève un tribut sur toutes les autres»* (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*). Cette remarque de Lénine s'applique particulièrement bien à l'URSS !

perd globalement, quels avantages précis elle retirera en investissant en Inde ou en Sibérie, ceci sur le plan économique, diplomatique et militaire.

Les exportations de capitaux de la bureaucratie russe n'en ont pas pour autant un caractère «moins impérialiste» que les investissements de capitaux japonais en Thaïlande dans les jouets en carton, ou de capitaux français dans le tourisme à Singapour. Les uns comme les autres sont réalisés en vue du plus grand profit, mais alors que les derniers – du point de vue de l'intérêt général des impérialismes français et japonais dans la rivalité qui les oppose à leurs concurrents – ne constituent qu'un gaspillage, les investissements russes sont réalisés en vue du profit maximum du capital russe dans son ensemble.

Disposer étatique de l'ensemble du capital national permet donc à la bureaucratie russe d'apprécier plus aisément son intérêt général (ce qui ne signifie pas que des décisions ne peuvent pas être prises sous la pression de telle ou telle fraction de la bureaucratie et de graves bévues commises). Mais les États capitalistes traditionnels, eux aussi, sont capables de sacrifier tel ou tel capitaliste individuel à l'intérêt général du capital et de développer des investissements dans des secteurs apparemment non rentables, mais qui renforcent leur position générale. Il n'y a donc aucune différence qualitative entre les investissements de la bureaucratie russe et ceux de ses concurrents occidentaux.

Ces investissements de l'URSS prennent le plus souvent la forme de crédits ouverts d'État à État. Mais, même si l'URSS dans la majorité des cas ne détient pas les «actions» des entreprises réalisées avec ces capitaux, le résultat est tout à fait le même. Les crédits sont ouverts en roubles ; ce qui permet d'écouler les marchandises russes invendables sur le marché des pays capitalistes avancés. Les usines construites dépendent étroitement de la continuation de la «coopération» avec l'URSS par le biais de la dépendance en techniciens, pièces de rechange etc. Et surtout les capitaux avancés par l'URSS sont remboursés par la production de ces entreprises qui est orientée, non en fonction des besoins de l'État emprunteur, mais de ceux de l'URSS. Ainsi, en Inde, l'aciérie de Bilhaï, construite avec des capitaux russes, fabrique par exemple des tubes d'acier utilisés en URSS pour les pipe-line.

Il faut d'ailleurs souligner que l'intervention des États impérialistes occidentaux tend à prendre cette même forme de crédits ouverts d'État à État et de vente d'usines «clés en mains», en particulier avec tous les États qui se sont dotés du monopole du commerce extérieur, mais pas seulement avec eux. La construction d'un métro à Téhéran par la RATP ou la vente d'usines de montage par Renault au Shah d'Iran constituent des opérations impérialistes – menées par des entreprises d'État – au même titre que la construction d'une conserverie en Tunisie dont les capitaux demeureront aux mains d'un groupe de capitalistes privés individuels.

Le système impérialiste mondial se présente comme **une hiérarchie d'États** au sein de laquelle l'URSS occupe une position intermédiaire. Par le seul jeu des lois économiques, l'échange commercial entre pays industriels et pays sous-développés aboutit au pillage de ces derniers. L'URSS participe à ce pillage dans la mesure de ses moyens, même si elle est pillée elle-même par les pays plus développés. C'est d'ailleurs son excédent dans ses échanges avec les pays «arriérés» qui lui permet de couvrir son déficit dans ses rapports avec le capitalisme occidental. C'est l'une des raisons pour lesquelles la participation au pillage impérialiste est également une **nécessité économique** pour l'URSS.

COLONIALISME INTERIEUR

Il est nécessaire de rappeler que l'URSS est un État multinational et que, depuis la contre-révolution stalinienne, la politique chauvine «grand-russe» héritée des tsars a été systématiquement remise à l'honneur : russification, apologie de cette même politique des tsars etc.

La répression la plus féroce est menée contre les minorités nationales. Et ce n'est pas un hasard si l'immense majorité des dirigeants de l'État sont russes, alors que les Russes ne constituent que 53,4% de la population.

Les rapports que l'État central entretient avec les ex-colonies tsaristes ne peuvent être qualifiés que comme des rapports coloniaux, même si ces colonies sont attenantes à la Russie. On se souvient

que des populations entières ont été déportées par Staline, notamment plusieurs millions de Tatars de Crimée et des centaines de milliers d'Allemands de la Volga.

On notera que l'URSS dispose ainsi, sur son propre territoire, de l'immense réserve de main d'œuvre bon marché que constitue la population de ces «ex-colonies tsaristes». Elle n'est donc pas conduite à rechercher à tout prix l'exportation de capital hors de sa zone d'influence pour combattre la baisse du taux de profit : elle en exporte déjà au sein même de son empire colonial. Ces investissements sont d'ailleurs certainement économiquement les plus rentables, puisque, dans ces zones soumises à la domination politique directe de l'État russe, celui-ci peut imposer les conditions d'exploitation qui lui sont le plus favorables.

La disposition de cet immense territoire extrêmement riche en matières premières rend beaucoup moins crucial pour l'URSS que pour d'autres États – le Japon par exemple – la recherche de matières premières hors de sa zone d'influence, bien qu'elle y soit néanmoins conduite comme nous l'exposerons plus loin.

LE PILLAGE DE L'EUROPE DE L'EST

La participation de l'URSS à la seconde guerre mondiale eut bel et bien un caractère impérialiste, même si sa contribution à la destruction du barbare régime nazi masque ce fait à de nombreux travailleurs, en particulier ceux des pays qui ont eu à souffrir de l'occupation hitlérienne, de la même façon que le rôle de «libérateurs» des forces américaines a pu être mis en avant pour dissimuler la véritable nature de leur intervention en Europe.

Cette participation impérialiste à la seconde guerre mondiale commença avec le partage de la Pologne entre Hitler et Staline pour aboutir au maquignonnage de Yalta, après un revirement d'alliance dont il n'entre pas dans notre propos d'examiner ici les tenants et aboutissants. Notons toutefois que l'alliance successive de l'URSS avec chacun des deux camps impérialistes contredit les prévisions de Trotsky qui pensait que les États impérialistes se ligueraient pour détruire l'État qu'il s'obstina jusqu'à la fin de ses jours à caractériser comme «ouvrier».

On sait avec quel cynisme, en février 1945, à Yalta, Staline, Roosevelt et Churchill se partagèrent les Balkans. La Roumanie et la Bulgarie étaient abandonnées à l'impérialisme russe, la Grèce étant laissée à la Grande-Bretagne qui écrasa dans le sang le mouvement de résistance dirigé par le PC grec avec l'assentiment de la bureaucratie russe ; la Hongrie et la Yougoslavie étant réparties à raison de «fifty-fifty»...

A Yalta, Staline proposait de démembrer l'Allemagne en 4 ou 5 États, réclamait 20 milliards de dollars d'indemnités de guerre et l'envoi de 10 millions de travailleurs allemands en URSS. Il obtint finalement 10 milliards de dollars.

Les pays d'Europe de l'Est sous domination soviétique furent livrés au pillage systématique. La Roumanie dut livrer immédiatement 100 000 wagons de céréales, 261 000 têtes de bétail, 550 wagons de sucre, 286 locomotives, 5 000 wagons, 2 600 tracteurs. Ces livraisons n'entrant pas dans les «réparations de guerre» proprement dites auxquelles s'ajoutèrent les frais d'entretien des troupes russes. Les livraisons effectuées par la Hongrie furent évaluées à 50 milliards de dollars. Tout retard dans le paiement des réparations entraînait une amende de 5% par mois. En 1946-47, la partie du budget hongrois consacré aux «réparations» était plus importante que celle de la reconstruction... En Allemagne, des usines entières furent démontées et transportées en URSS.

A ce pillage ouvert succéda le système des «sociétés mixtes». Celles-ci étaient censées être formées à raison de 50% de capitaux appartenant à l'État concerné et 50% de capitaux russes. Bien souvent, les «investissements russes» étaient constitués de réparations de guerre ou d'intérêts de dettes de guerre réinvestis sur place.

Le conseil d'administration était constitué pour moitié de représentants des deux États, mais ces sociétés étaient pratiquement placées sous tutelle soviétique. L'essentiel de leur production était d'ailleurs expédié en URSS. En Roumanie, ces sociétés «mixtes» contrôlaient 30 % du pétrole et avaient le monopole des nouveaux gisements, les plus importantes usines métallurgiques, le monopole des transports aériens roumains, la moitié de la production de bois, charpentes, etc. En Hongrie, elles contrôlaient une partie importante de la production de bauxite, des transports aériens, etc.

En Allemagne, 125 sociétés par actions contrôlées par les Soviétiques avaient été formées. Ces sociétés étaient en plus dispensées de tout impôt !

On voit qu'il ne s'agissait que d'une couverture pour la poursuite du pillage. Ces sociétés furent supprimées dans les années cinquante. L'URSS se proposait de former de semblables sociétés en Yougoslavie et ce fut là une des causes principales de la rupture entre Staline et Tito. Il existe encore aujourd'hui des sociétés de ce type en Mongolie.

LE COMECON, INSTRUMENT DE PILLAGE

Le Conseil d'assistance économique mutuel (Comecon) fut créé en 1949 comme riposte au «plan Marshall» – projet d'«assistance économique» par lequel l'impérialisme américain visait à assujettir les États européens, et en particulier disputer à l'URSS l'influence sur ceux de l'Est. Cette solution tentait vivement les classes dominantes d'Europe de l'Est : quitte à être un vassal, mieux vaut avoir un État riche comme suzerain... L'URSS, impérialisme pauvre, n'avait à offrir en guise d'aide que le pillage. Pour préserver sa zone d'influence européenne de son rival américain, l'impérialisme russe dut donc imposer à ses satellites des mesures telles que les nationalisations, le monopole du commerce extérieur et s'efforcer de les intégrer dans le Comecon.

Dans le cadre du Comecon, la Pologne devait par exemple livrer à l'URSS 13 millions de tonnes de charbon par an jusqu'en 1950, puis 18 millions de tonnes au prix de 1,25 dollar la tonne, soit un dixième du prix du marché mondial ! L'URSS obligeait également ces États à se lancer dans l'industrialisation forcée dont elle était le principal bénéficiaire puisque le «partenaire commercial» quasi exclusif. Elle imposait des traités commerciaux inégaux dans le cadre desquels elle vendait ses matières premières au-dessus du cours du marché mondial et achetait des produits manufacturés au-dessous des cours.

Ce ne fut qu'à la suite des mouvements ouvriers et populaires qui secouèrent en 1956 la Hongrie et la Pologne que l'impérialisme russe dut tempérer ce pillage et annuler généreusement quelques-unes des «dettes» de ses «protégés».

L'IMPERIALISME RUSSE ET LE TIERS-MONDE

C'est depuis 1954 que l'intervention économique de l'URSS en direction des pays sous-développés s'est développée de façon systématique. En 1955, l'URSS n'avait d'accord d'«aide économique» qu'avec deux de ses voisins : l'Inde et l'Afghanistan. En 1965, des accords existaient avec 35 États, 40 en 1970, 44 en 1972.

Cette orientation fut confirmée au congrès du PCUS de mars 1966 qui vit Brejnev faire la déclaration suivante : «*Notre parti et l'État soviétique continueront à développer la coopération multilatérale avec les pays ayant acquis leur indépendance, à les aider à développer leur économie, à former des cadres nationaux, à lutter contre le néocolonialisme.*»

Derrière ces belles déclarations, apparaît la volonté de participer toujours davantage au pillage des ex-États coloniaux et d'essayer d'y supplanter les impérialismes plus anciens à la faveur des mouvements de libération nationale qui dressent les peuples contre eux.

En 1969, l'ensemble des usines construites par l'URSS dans les pays sous-développés produisaient 8,5 millions de tonnes d'acier, permettaient de raffiner 11,5 millions de tonnes de pétrole, de produire 5,7 millions de Kw/h d'électricité. Aujourd'hui : 13 millions de tonnes d'acier, 11,8 millions de tonnes de fonte, 12,3 millions de tonnes de laminés⁸.

De 1960 à 1965, les exportations des pays d'Europe de l'Est et de l'URSS vers les pays d'Afrique ou d'Asie ont triplé, alors que, au cours de la même période, les exportations de leurs rivaux occidentaux n'ont augmenté que de 28%. Et même si la part de l'URSS et des pays de l'Est dans les investissements et le commerce de l'ensemble des pays sous-développés demeure mineure (les investissements de l'URSS et de l'Europe de l'Est représentent 8 % des investissements des autres États

⁸ Pour donner une idée de l'importance de ces chiffres, signalons que, en 1940, l'URSS a produit 14,9 millions de tonnes de fonte, 13 millions de tonnes d'acier et 11,4 millions de tonnes de laminés.

impérialistes), cette progression ne peut qu'inquiéter ses rivaux,

37 000 ingénieurs et techniciens soviétiques et 10 000 des autres pays d'Europe de l'Est travaillent dans les pays sous-développés au titre de coopérants. En 1965, les crédits consentis par l'URSS aux pays sous-développés atteignaient 4 milliards de roubles, ceux des autres pays est-européens un milliard de roubles.

Dans certains États, ces investissements représentent un pourcentage décisif de l'économie nationale : 70% du montant global des investissements en Afghanistan (État dont l'économie est donc entièrement entre les mains soviétiques), 15% des investissements en Inde au moment du second plan quinquennal de cet État ; un tiers des investissements étrangers pendant le premier plan quinquennal égyptien.

Ces crédits sont généralement consentis sur une période d'une dizaine d'années à des taux d'intérêt de 2% à 3%. Il serait tout à fait absurde de tirer argument de ces «taux peu élevés» pour affirmer que ces investissements n'ont pas un caractère impérialiste. D'une part, des taux de 2% à 3% ne constituent en aucune façon un cadeau et, s'ils sont plus bas que certains crédits occidentaux, cela correspond souvent tout simplement à la volonté commerciale de l'URSS de se placer face à ses concurrents. Il faut souligner que la surenchère en matière de taux d'intérêt n'est nullement l'apanage de l'URSS : la RFA proposa par exemple à l'Égypte des prêts à 0% d'intérêt.

Le principal avantage retiré de l'ouverture de crédits par l'impérialisme ne réside en effet pas dans les intérêts versés. Ces crédits sont ouverts dans la monnaie du pays prêteur qui a ainsi l'assurance d'être le bénéficiaire des achats du pays «assisté». Et si le dollar (et dans une moindre mesure le franc, le mark et la livre) sont acceptés n'importe où, le rouble ne permet d'acheter qu'en URSS ou en Europe de l'Est. Si le taux d'intérêt est bas, l'URSS a toute possibilité de se rattraper sur les prix de vente de ses marchandises. Comme les autres impérialismes, elle s'efforce d'ailleurs d'écouler un matériel démodé qui ne pourrait pas être vendu autrement⁹.

L'ouverture de crédits est donc un moyen indispensable pour s'ouvrir des marchés. Ces crédits sont remboursables soit en matières premières, soit en produits issus des usines construites par l'URSS. Ainsi est transférée en URSS une partie importante de la plus-value extorquée aux prolétaires locaux... même si l'URSS n'est pas propriétaire en titre des usines construites.

En 1970, dans les 40 pays auxquels ils avaient consenti des crédits, l'URSS et les autres pays est-européens participaient à la construction de 1 200 entreprises industrielles réparties comme suit : Inde 166, Égypte 178, Syrie 48, Mali 47, Brésil 10, Argentine 9, Maroc 6. On voit que si l'URSS s'est solidement implantée dans les pays prétendument «progressistes», elle ne dédaigne pas d'investir chez les gorilles brésiliens ou le roi du Maroc...

Enfin l'URSS a entrepris des travaux de prospection de gisements de pétrole et de gaz en Afghanistan et en Algérie ; de mercure et de métaux non ferreux en Algérie ; de minerais, de pétrole et de gaz en Guinée, en Égypte et en Syrie ; de bauxite et de minerais de fer en Guinée ; de houille, de minerais de fer et de grès quartzeux en Iran ; d'or au Mali ; d'or, de plomb, de phosphore et de zinc en Égypte ; de gaz, de soufre et de pétrole en Irak ; les géologues russes prospectent également en Tanzanie, au Nigéria, au Sénégal et dans certains pays d'Amérique latine.

Il faut être véritablement aveugle pour douter que l'impérialisme russe ait entrepris la recherche frénétique de tout ce que les pays sous-développés qu'il «assiste» comptent de richesses à piller !

⁹ A propos des taux d'intérêt pratiqués par l'URSS, il est piquant de voir le stalinien Yves Fuchs – à qui nous empruntons une partie des chiffres cités ici – les justifier ainsi : «[...] *il est particulièrement mal venu de reprocher aux pays socialistes de réclamer des intérêts minimes par ailleurs, pour les crédits qu'ils accordent. L'obligation de payer des intérêts répond à un souci de bonne gestion*» (souligné par nous). Est-il possible d'avouer de façon plus naïve le caractère capitaliste et impérialiste de l'URSS ? C'est ce même souci de «bonne gestion» que mettent toujours en avant les exploités et leurs larbins pour justifier leurs forbanteries : bas salaires, licenciements etc.

L'IMPERIALISME RUSSE ET LA CHINE

Il n'est pas inintéressant de rappeler que l'URSS ne soutint pas le mouvement paysan dirigé par Mao pendant la seconde guerre mondiale, mais le mouvement nationaliste de Tchang Kai Tchek qui massacra pourtant les communistes à différentes reprises. L'URSS entra en guerre contre le Japon juste avant la capitulation de ce dernier, ce qui permit, entre autres, à l'impérialisme russe d'envahir la Mandchourie qui était occupée par les troupes nipponnes.

Staline nomma un gouverneur de Mandchourie à sa solde et entreprit le pillage systématique du pays. La moitié des installations industrielles furent démontées et transportées en URSS, en particulier les plus modernes qui avaient été construites par les Japonais. On peut dire que les Russes ne laissèrent que ce qu'il n'était pas rentable de transporter, et encore ! C'est bien là une opération typique de brigandage impérialiste qui ne peut même pas invoquer le prétexte des dommages de guerre comme en Europe, puisque le Japon n'avait commis aucune destruction en URSS avec qui il n'était pas en guerre avant que celle-ci la déclare au dernier moment dans l'espoir de participer au partage des dépouilles du vaincu.

Le butin de Staline en Mandchourie est évalué à 895 millions de dollars.

Après la victoire de Mao, un premier accord sino-soviétique fut signé en 1949 au terme duquel l'URSS restituait à la Chine Port-Arthur, Dairen et les chemins de fer qu'elle contrôlait en territoire chinois. L'URSS accorda à la Chine un crédit de 300 millions de dollars à 1% (moins de la moitié de ce qu'elle avait pillé¹⁰...) Quatre sociétés mixtes russo-chinoises du même type que celles montées en Europe de l'Est furent constituées. Ces sociétés mixtes concernaient le pétrole, les métaux non ferreux et les minerais rares du Sinkiang, des compagnies d'aviation et de construction navale.

En acceptant la constitution de telles sociétés, il est douteux que les Chinois aient fait preuve de naïveté. La politique de Staline en Mandchourie avait dû les éclairer sur le caractère désintéressé de son «aide». Mais le blocus sévère que leur faisait subir l'impérialisme américain ne leur laissait guère d'autre choix que de se plier aux conditions de l'impérialisme russe.

Dans ces sociétés mixtes, comme en Europe, les administrateurs russes et chinois étaient censés avoir des pouvoirs égaux, les dépenses et les bénéfices répartis à parts égales. L'URSS apportait son capital en machines et techniciens, la Chine en matières premières et force de travail. Dans ces conditions, les Russes contrôlaient pratiquement et orientaient à leur gré la production de ces entreprises.

En 1990, fut signé un traité d'«amitié éternelle», une amitié qui devait se terminer douze ans plus tard avec les sanglants incidents de frontière du Sinkiang.

La Chine utilisa les crédits soviétiques pour reconstruire ses anciennes installations industrielles, en particulier celles de Mandchourie, et les Russes lui vendirent alors une partie des équipements qu'ils avaient pillés quelques années auparavant.

Les relations commerciales se développèrent. L'URSS accorda un nouveau crédit de 1 720 millions de roubles, dont 300 millions en dollars à 1% remboursables en dollars et le reste à 2% en roubles. Ces accords étaient conclus de façon bilatérale : en dépit des pressions de l'URSS, la Chine se refusa toujours à entrer dans le Comecon dont elle comprenait trop bien le rôle. Ces relations reposaient sur l'équilibre des échanges. Si l'un des deux partenaires présentait un déficit, il devait l'éponger dans un délai de deux mois, sous peine de voir le montant de ce déficit se transformer en dette assortie d'un intérêt de 2%, ce qui représente des conditions draconiennes pour le plus faible des deux, c'est-à-dire la Chine.

De 1953 à 1996, les Russes construisirent 211 entreprises en Chine. Le fonctionnement des sociétés mixtes souleva de nombreuses protestations en Chine. Les parts russes du capital de ces sociétés furent finalement revendues à crédit par l'URSS à la Chine en 1999. Le montant de ces parts donne une idée de l'importance de ces sociétés mixtes : il s'élève à 3 786 millions de dollars, soit davantage que l'ensemble des crédits de l'URSS à la Chine.

¹⁰ Les prix pratiqués par l'URSS sont généralement plus élevés que ceux de ses concurrents occidentaux pour la simple raison que la productivité du travail est plus faible en URSS.

La guerre de Corée fut l'occasion pour l'URSS de se livrer à un fructueux trafic d'armes. Contrairement à une légende très répandue, l'URSS ne fournit absolument pas gratuitement ses armes à ses alliés, mais les vend, et au prix fort. A tel point qu'au cours d'un discours officiel, un certain Lung Yun se plaignit des conditions de paiement très dures des armes destinées à la Corée en 1996.

Les seuls «cadeaux» que fit l'URSS à la Chine furent une ferme d'État et l'Hôpital russe de Pékin, le type même de dons que les États impérialistes accordent généreusement aux États qu'ils pillent dans toutes les régions du monde.

Les échanges commerciaux entre l'URSS et la Chine constituèrent une source supplémentaire de pillage impérialiste. Non seulement ce pillage s'effectuait par le jeu de l'échange inégal entre des produits finis livrés par l'URSS et les produits alimentaires et matières premières fournis en échange par la Chine, mais l'URSS avait réussi à imposer un taux de change extrêmement avantageux grâce à son quasi-monopole à l'époque du blocus américain. Ainsi le yuan s'échangeait contre le rouble à un taux de 40% inférieur au cours mondial¹¹.

Une des raisons du retrait des techniciens russes fut la tentative de la Chine de se dégager de ces conditions draconiennes. Si la rupture sino-soviétique se donna un visage idéologique, la seule énumération à laquelle nous venons de procéder montre qu'elle avait des causes plus terre-à-terre. Le fait que les premiers affrontements armés entre l'URSS et la Chine se soient déroulés aux confins du Sinkiang montre également la nature des rivalités qui opposent Pékin et Moscou pour la possession de ce territoire exceptionnellement riche en minerais rares que convoitait déjà Staline. Il faut être bien naïf pour croire à la fable des «divergences» entre Mao et Khrouchtchev !

Cette rupture sino-soviétique atteste par ailleurs qu'aucun intérêt commun qui aurait pour origine une «nature» commune de la Chine et de l'URSS – différente des autres États – ne lie les classes dominantes de ces deux États. En dépit de la similitude de leurs structures, ils peuvent tout aussi bien passer des alliances l'un contre l'autre, avec n'importe quel autre État que les États de capitalisme privé individuel traditionnel. Aucune «solidarité de classe», si ce n'est contre le prolétariat, ne lie les bureaucrates de Pékin à ceux de Moscou. Preuve supplémentaire qu'ils ne constituent pas une «nouvelle classe» et leurs régimes un «nouveau mode de production» sortant du cadre du capitalisme. Les bureaucraties au pouvoir à Moscou comme à Pékin sont des fractions concurrentes de la bourgeoisie mondiale qui, en dépit de l'étiquette «communiste» dont elles s'affublent frauduleusement l'une et l'autre, ne sont solidaires entre elles que face à la classe ouvrière.

L'ancien conseiller personnel de Kennedy (J. Aslop) a révélé que le président des États-Unis avait envisagé une opération de «castration nucléaire» de la Chine et avait sondé les Russes dans le but d'organiser en commun la destruction des centres nucléaires chinois avant que la Chine soit en mesure de se doter de la bombe H. De leur côté, les Russes avaient également tâté le terrain auprès de leurs rivaux et complices américains pour savoir si une intervention russe massive en Chine entraînerait une réaction des États-Unis...

L'IMPERIALISME RUSSE ET L'INDE

L'Inde est l'un des États où l'influence politique, militaire et économique de l'impérialisme russe a atteint un niveau particulièrement élevé.

Trois guerres locales ont puissamment aidé l'URSS à s'implanter dans cette région: le conflit sino-indien de 1962, la guerre indo-pakistanaise de 1965, puis celle de 1971 qui aboutit à la création du Bangladesh.

A l'occasion de ces conflits, l'impérialisme russe s'imposa comme le principal fournisseur d'armes de l'Inde et tira de cette situation un triple avantage : bénéfices tirés de la vente des matériels militaires ; limitation de l'influence de ses concurrents sur le plan diplomatique et militaire ; enfin, l'alliance avec l'Inde permettait de faire contrepoids à la rupture avec la Chine. Au cours du conflit sino-indien, ce sont aussi bien les intérêts de l'État russe que les siens propres que défendait l'État indien.

¹¹ Au taux mondial de l'époque, 1 dollar = 4 roubles, et 2,243 yuans = 1 dollar, 1 yuan devrait donc évaluer 1,71 roubles. Or, le taux entre la Chine et l'URSS était de 1 yuan pour 1,04 roubles...

Après la guerre indo-pakistanaise, l'URSS apparut comme le meneur de jeu de la région, négociant avec les deux belligérants la paix de Tachkent que l'impérialisme américain dut reconnaître après l'avoir boudée. Cette situation permit à l'URSS d'accomplir la performance de devenir également le fournisseur d'armes attitré du Pakistan, de miner l'influence de son rival sur cet État et de se présenter comme l'arbitre de la paix dans cette région.

C'est en 1965, après cette guerre, que démarra la «coopération» économique entre l'Inde et l'URSS. Aujourd'hui, l'URSS contrôle en Inde 30% de la production d'acier, 35% du raffinage de pétrole, 20% de la production d'électricité, 85% de la production de machines lourdes, 75% de la production de moteurs électriques. Depuis 1965, l'URSS a prêté à l'Inde 10,211 milliards de roupies sur 12 ans à 2,5% d'intérêt, ce qui comme nous l'avons déjà exposé, lui ouvre un débouché pour ses produits, en particulier ceux qui ne sont pas compétitifs. Notons que, selon des chiffres publiés par le *Times of India*, les raffineries de pétrole réalisées en Inde par les Russes et les Roumains reviennent plus de deux fois plus cher pour une production équivalente. Naturellement ces installations sont payées en matières premières et en produits des usines construites par l'URSS.

Il est d'ailleurs significatif de constater que l'essentiel de l'«aide technique» de l'URSS à l'Inde est dirigée vers l'exploitation de matières premières et leur transformation : acier, aluminium, cuivre. Ceci entre dans le cadre de la division capitaliste internationale du travail. Brejnev a d'ailleurs ouvertement déclaré que l'URSS entendait utiliser certains produits des entreprises qu'elle construit en Inde pour le développement, de la Sibérie, en particulier les tubes pour oléoducs. C'est-à-dire que l'URSS impose à l'Inde un développement orienté vers la satisfaction de ses propres besoins dans la meilleure tradition impérialiste. Cette situation accroît bien entendu la dépendance de l'Inde. Elle dépend de l'URSS, non seulement pour les fournitures de pièces de rechange, de techniciens etc., mais aussi pour la vente de ses produits manufacturés qui ne trouveraient pas nécessairement preneur — du moins sans coûteuses modifications dans d'autres États.

Après la guerre de 1971, l'«aide militaire» de l'URSS à l'Inde a franchi un nouveau palier. Les États-Unis l'évaluaient à 750 millions de dollars. En admettant même qu'ils aient quelque peu gonflé ce chiffre à l'époque pour justifier leur propre «aide» au Pakistan, les livraisons d'armes se sont encore amplifiées depuis et ce chiffre a sans doute été dépassé.

L'attitude de l'Inde, au moment de l'intervention russe en Tchécoslovaquie, montre bien la dépendance de cet État. Mme Gandhi se contenta d'exprimer de très discrets regrets et n'éleva pas la moindre protestation.

L'URSS ET LES LUTTES DE LIBERATION NATIONALE

Une légende tenace veut que l'URSS soutienne les luttes des peuples des pays coloniaux contre l'impérialisme. Cette légende est aussi bien répandue par les staliniens que par les trotskystes — qui affirment que seule l'existence de l'URSS a rendu possible la victoire des luttes nationalistes en Chine, en Algérie, etc. — et par les journalistes bourgeois qui voient partout la main de l'URSS, pour mieux soutenir l'impérialisme français. Notons que les accusations contre la Chine commencent à concurrencer celles contre l'URSS et que les pisse-copie de la bourgeoisie les plus réactionnaires et les plus obtus commencent eux-mêmes à comprendre que l'URSS n'a plus rien d'une puissance révolutionnaire. Ils rendent même parfois hommage au caractère raisonnable et modéré de sa politique.

Il faut souligner en premier lieu qu'il est absolument faux que l'URSS se place systématiquement aux côtés des peuples en lutte. L'URSS choisit son camp en fonction de ses seuls intérêts militaires, économiques et diplomatiques du moment, ceci depuis la contre-révolution stalinienne.

Sans dresser un tableau exhaustif de la diplomatie russe, voici trois exemples significatifs :

- Une semaine avant sa fuite honteuse, l'URSS reconnaissait encore la dictature de Lon Nol au Cambodge.
- Le gouvernement Bandanaraïke qui noya dans le sang une insurrection paysanne à Ceylan en 1971 fut conjointement soutenu (et armé !) par l'URSS, les États-Unis et... la Chine.
- L'exemple du Kurdistan constitue cependant l'un des exemples les plus caractéristiques du cynisme de la politique impérialiste russe. La lutte courageuse de ce petit peuple écartelé entre

les États iraniens, irakiens et turcs ont systématiquement servi de monnaie d'échange à l'URSS pour s'implanter dans la région. L'existence de riches puits de pétrole à Mossoul et Kirkouk, en territoire kurde, n'est évidemment pas étrangère à l'intérêt porté par l'URSS à cette région...

En 1941, les armées russes et anglaises envahirent l'ouest de l'Iran pour protéger le front du Caucase et le golfe persique contre l'avance des armées allemandes et italiennes. À la faveur de cette invasion, les Kurdes entrèrent en rébellion contre le gouvernement iranien. Les Russes autorisèrent alors les troupes iraniennes à «rétablir l'ordre» dans la zone d'occupation soviétique, c'est-à-dire à massacrer les Kurdes.

La politique de l'URSS changea avec les rivalités qui, à l'issue de la seconde guerre mondiale, opposèrent les alliés d'hier. Staline soutint l'éphémère république kurde de Mahabad contre les Iraniens et leurs protecteurs anglo-américains. Après son écrasement en 1946, le leader kurde Barzani se réfugia en URSS et Staline lui conféra le grade de général de l'Armée rouge.

En 1958, lorsqu'un coup d'État militaire mit fin à la monarchie hachémite en Irak, la rébellion kurde reprit et Barzani en prit la tête. La rupture de l'Irak avec le pacte de Bagdad leur redonna en effet espoir, car l'alliance de l'Iran, de l'Irak et de la Turquie dans le cadre de ce pacte sous l'égide anglo-américaine laissait peu de chances à une rébellion kurde armée.

L'URSS soutint alors Barzani, lui fournit des armes, jusqu'à ce qu'un renversement d'alliances se produise au Moyen-Orient : l'Égypte qui avait été le cheval de bataille essentiel de l'URSS pour s'introduire dans ce secteur revint à une politique de non-alignement. L'URSS changea alors de pion et s'appuya sur l'Irak. Le PC irakien, qui était jusqu'alors persécuté et avait participé à la lutte armée aux côtés des Kurdes, obtint plusieurs sièges dans le nouveau gouvernement favorable à l'alliance avec l'URSS.

Le Kremlin découvrit alors que Barzani et ses partisans étaient des «féodaux réactionnaires» et les laissa tomber. Dépités par ce lâchage, ceux-ci recherchèrent l'appui des Anglo-Américains et de l'Iran.

Le trait marquant de la dernière phase de la politique russe au Kurdistan, c'est que l'URSS ne se contenta pas d'appuyer diplomatiquement, économiquement, ou même d'armer un État qui massacrait un peuple opprimé insurgé.

L'impérialisme russe intervint directement en dehors de sa zone d'influence dans un conflit en envoyant systématiquement ses conseillers militaires, de la même façon que l'avait fait l'impérialisme américain au début de la guerre du Vietnam. Sous la direction d'un certain colonel Vassiliev, ces conseillers militaires, au nombre de plusieurs centaines, participaient aux opérations militaires en bombardant au napalm les villages des régions libérées par les nationalistes kurdes, en organisant eux-mêmes les offensives de chars de l'armée irakienne. Pour mener cette répression à bien l'URSS fournit à l'Irak les armes les plus modernes en quantités «considérables» : Mig 23 (qui n'avaient même pas été livrés à l'Égypte pendant la guerre du Sinaï), Tupolev 22 (l'équivalent des énormes B-52 américains, etc.).

Et, si c'est en définitive le tyran iranien qui a donné le dernier coup de poignard dans le dos aux Kurdes en les échangeant contre les maquisards du Dhofar avec le gouvernement irakien, c'est l'URSS qui porte la responsabilité principale et directe du massacre de ce peuple courageux.

Il nous a semblé d'autant plus intéressant de rappeler ce sinistre épisode des rivalités impérialistes au Moyen-Orient que peu de publicité lui a été faite, aussi bien par les staliniens que par les trotskystes et les maoïstes. Ces derniers préfèrent sans doute éviter de s'étendre sur le soutien accordé par la Chine à la féroce dictature du Shah à qui Mao a envoyé récemment ses félicitations...

Si l'impérialisme russe choisit son camp en fonction de ses intérêts du moment, il est indéniable qu'il accorda un appui puissant à certaines luttes de libération, en particulier au Vietnam. Rappelons tout d'abord que le soutien accordé par un impérialisme à un peuple contre ses rivaux n'est pas un fait nouveau. L'impérialisme américain, dans sa jeunesse, se présenta d'abord comme le libérateur des peuples et l'ennemi du colonialisme européen. Il s'agissait pour lui de supplanter les vieux impérialismes anglais et français. L'impérialisme américain dont la domination prenait des formes différentes de la domination coloniale brutale – du moins dans certains cas – pouvait ainsi faire illu-

sion. Les États-Unis participèrent par exemple à la guerre de libération de Cuba contre l'impérialisme espagnol agonisant. Au Moyen-Orient, l'impérialisme anglais lui non plus, n'hésita pas à soutenir, voire à susciter des mouvements nationalistes pour faciliter le dépeçage de l'empire ottoman : l'envoi du fameux aventurier «Laurence d'Arabie» est un épisode de cette politique.

Plus près de nous, au début de la guerre française d'Indochine, l'impérialisme américain avait des contacts avec les nationalistes indochinois. Ce n'est que lorsqu'il constata que l'éviction de l'impérialisme français ne pourrait se faire qu'au profit de l'influence russo-chinoise qu'il changea son fusil d'épaule. Les États-Unis entretenirent également des contacts diplomatiques réguliers avec le FLN algérien. L'URSS, en revanche, préférait jouer la carte du soutien à la politique gaulliste de dégagement de la sphère d'influence américaine. L'URSS se gardait donc de tout geste de soutien spectaculaire aux nationalistes algériens, qui aurait été susceptible de mécontenter l'impérialisme français. On se souvient ainsi que Krouchtchev, en pleine guerre d'Algérie, effectua un voyage à Paris. C'est tout juste s'il refusa le petit détour supplémentaire par Hassi Messaoud que lui proposa de Gaulle pour lui faire cautionner la guerre colonialiste menée par la France.

Si le soutien à des luttes de libération nationale contre d'autres impérialismes n'est pas un trait original de l'URSS, il faut convenir qu'elle se retrouve plus souvent l'alliée d'un mouvement nationaliste que, par exemple, les États-Unis. Ce fait n'accorde aucun caractère «progressiste» à l'impérialisme russe, pas plus qu'il ne relève de sa «nature», comme se l'imaginent les trotskystes, mais du fait que l'URSS est arrivée tard sur un marché mondial déjà bien encombré et qu'elle n'a souvent guère d'autre choix pour défendre sa place au soleil.

Cette situation est due également à l'infériorité économique de l'URSS face à ses concurrents occidentaux. Ne pouvant concurrencer les États-Unis sur le plan de l'«aide économique» (la production russe est généralement plus chère et d'un niveau technologique plus bas que celle des États-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon), elle ne réussit à «se placer» qu'auprès des États qui n'ont pas le choix, c'est-à-dire ceux qui cherchent à échapper à un impérialisme rival. C'est ainsi qu'elle a réussi à s'imposer un certain temps en Égypte, car l'impérialisme américain pouvait difficilement jouer deux cartes à la fois, celle d'Israël et des États arabes.

Un des moyens favoris de domination de l'impérialisme russe est la vente d'armements, les États-Unis refusant de continuer à équiper les États qui s'opposent à sa politique. Les armes constituent d'ailleurs l'un des rares domaines où l'URSS soit à peu près compétitive sur le plan des prix comme de la qualité, du fait qu'elle consacre une part considérable de ses investissements à la fabrication d'engins de mort.

L'URSS est ainsi le second marchand de canons du globe derrière les États-Unis. En 1974, les États-Unis ont vendu pour 40 milliards de francs, d'armes et l'URSS pour 35 milliards. C'est par la vente d'armes que commence généralement la pénétration russe, comme nous l'avons montré à propos de l'Inde, comme cela vient également de se produire au Pérou dont la dictature militaire a récemment acquis des Mig.

La vente d'armes entraîne la dépendance du pays acquéreur. L'utilisation d'armes modernes d'un haut niveau technologique requiert la présence de spécialistes qui sont soit des conseillers militaires russes, soit des militaires nationaux formés en URSS. L'organisation et les techniques mises en œuvre par une armée moderne sont étroitement liés au type de matériel utilisé. S'il n'est évidemment pas impossible de changer de fournisseur, cela entraîne des modifications complexes et coûteuses.

Les remboursements des crédits accordés au titre de l'«aide militaire» s'effectuent le plus souvent en matières premières produites par le pays aidé. Cuba paie avec son sucre, le Vietnam avec son riz, l'Égypte en grande partie avec son coton dont la production est hypothéquée par l'URSS pour 20 ou 30 ans...

L'impérialisme russe ne fait pas de cadeau : en pleine guerre du Sinaï, il n'a pas hésité à doubler le prix de ses engins de mort... il avait déjà fait le coup au moment de la guerre de Corée. On se souvient également de l'épisode du fameux «chèque de Boumédiène». Ce n'est qu'après que le dictateur algérien lui eut remis un chèque en blanc que Brejnev accepta de poursuivre ses livraisons d'armes à l'Égypte qui n'avait plus les moyens de payer. L'URSS vient d'ailleurs de repousser une

demande égyptienne visant à différer le paiement de dettes contractées pendant la guerre du Sinaï.

Comme les autres États impérialistes, l'URSS vend d'ailleurs en priorité son matériel militaire démodé, ce qui lui permet, en plus de tous les avantages que nous venons d'énumérer, d'écouler une ferraille qui n'a plus aucune utilité pour elle.

Si l'URSS, dans le cadre de la rivalité qui l'oppose aux autres impérialismes soutient certains mouvements de libération nationale, elle n'éprouve visiblement aucun enthousiasme pour ces mouvements populaires qui risquent de bouleverser l'ordre social et dont le contrôle lui échappe. Ainsi, au Vietnam, l'URSS mit très longtemps à se décider à soutenir le Viêt-Cong sur lequel elle s'efforça d'exercer une influence modératrice. Ce n'est que lorsqu'ils constatèrent que le mouvement de résistance vietnamien devenait une force puissante avec laquelle il faudrait de toute façon compter que les dirigeants russes se décidèrent à lui accorder leur appui. Ne pas le faire aurait abouti à l'éviction complète de l'influence russe en Indochine au profit de la Chine. Le jeu se jouait en effet à trois... ou plutôt à quatre. Et le quatrième partenaire – le peuple vietnamien – qui n'a demandé l'avis de personne pour entrer en lutte a sans doute grandement profité des rivalités russo-chinoises.

La tactique de l'impérialisme russe consiste à utiliser ces mouvements de libération comme monnaie d'échange avec ses rivaux pour obtenir d'eux un repartage des zones d'influence dans certains secteurs¹².

Ce n'est pas l'existence de l'URSS qui permet la victoire de mouvements de libération nationale, mais l'existence de contradictions entre les différents requins impérialistes dont l'URSS fait partie !

PETROLE :

LE JEU «TRIANGULAIRE» DE L'IMPERIALISME RUSSE

L'URSS est le second producteur de pétrole du monde avec une production d'environ 450 millions de tonnes en 1974. Elle en a exporté 105 millions de tonnes en 1971 et on sait qu'elle s'efforce de développer sa production en multipliant les appels aux Japonais et aux Américains pour qu'ils investissent en Sibérie qui recèle des richesses fabuleuses, mais dont la mise en valeur requiert des moyens considérables.

Dans ces conditions, on pourrait penser qu'aucune nécessité ne pousse l'URSS à disputer aux impérialismes occidentaux le contrôle de la production pétrolière du Moyen-Orient. Pour un État impérialiste, priver ses rivaux d'un avantage quelconque est aussi important que de l'obtenir lui-même. Mais ce sont également des nécessités économiques qui poussent l'URSS à prendre position au Moyen-Orient.

Selon les prévisions d'économistes hongrois, les besoins en pétrole des États du Comecon s'élèveront à 820 millions de tonnes en 1980, alors que leur production ne sera que de 650 millions de tonnes environ. L'URSS, de son côté, consommera 645 millions de tonnes. Les besoins en gaz naturel du Comecon s'élèveront à 730 milliards de mètres cubes, face à une production de 650 milliards de mètres cubes. Le Comecon devrait donc se procurer à l'extérieur de sa zone au moins 50 millions de tonnes de pétrole – 100 selon d'autres estimations – et 80 à 130 milliards de mètres cubes de gaz.

L'exportation de pétrole par l'URSS constitue l'une de ses sources essentielles de rentrée de devises étrangères. En 1971, cette rentrée de devises a atteint 570 millions de dollars. Jusqu'en 1969,

¹² C'est une politique tout à fait semblable que mène la Chine qui, elle aussi – après le voyage de Nixon à Pékin – est prête à se faire le garant de l'ordre établi dans le Sud-Est asiatique. La faiblesse économique de la Chine, son extrême sous-développement ne permettent pas de caractériser la Chine comme un État impérialiste, mais sa politique traduit ses *«prétentions à l'impérialisme»* (pour employer l'expression utilisée par les bolcheviks au premier congrès de l'Internationale communiste pour caractériser la politique des petits États). Les moyens économiques de la Chine – dont la production équivaut à celle de la Belgique – ne lui permettent en effet qu'une influence diplomatique et militaire, qu'elle cherche toutefois à négocier au mieux de ses intérêts. On le voit en particulier au Moyen-Orient où son «soutien» aux nationalistes palestiniens ne l'a pas empêchée d'envoyer un message de félicitations à Golda Meïr...

l'essentiel des exportations de pétrole soviétique allait vers les pays d'Europe occidentale, mais, depuis 1969, les pays d'Europe de l'Est ont reçu la moitié des exportations de pétrole russe.

L'URSS (qui a un besoin vital de devises pour acheter sur le marché occidental des produits d'un haut niveau technologique qu'elle est incapable de fabriquer elle-même et qui sont indispensables au développement de son économie) a été amenée à demander aux États d'Europe de l'Est de se trouver d'autres sources d'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel. Les États d'Europe de l'Est ont donc conclu des contrats d'achats pétroliers avec divers États du Moyen-Orient, surtout avec ceux qui sont sous influence russe. L'URSS les associe ainsi à ses opérations de pillage impérialiste.

La Tchécoslovaquie a passé des accords avec l'Iran, la Lybie et l'Irak ; la Hongrie avec la Lybie et l'Irak ; la Pologne avec l'Irak, l'Algérie et l'Iran, etc. Mais cette solution est à double tranchant pour l'URSS. Si elle lui permet de réserver ses exportations pour les pays occidentaux, **elle rend ses satellites de l'Est européen dépendants de livraisons qui peuvent représenter un moyen de pression considérable** si les États producteurs passent sous influence américaine, quand ils n'y sont pas déjà comme l'Iran. D'autre part, cela prive l'URSS elle-même de ce moyen de pression, alors qu'elle en a bien besoin : les États du Comecon cherchent par tous les moyens à rendre plus lâches leurs liens avec l'URSS et à multiplier leurs échanges commerciaux avec l'Occident. La situation, au sein du Comecon, tend d'ailleurs à se dégrader pour l'URSS : les prix favorables imposés par l'URSS tendent de plus en plus à se rapprocher des cours mondiaux,

L'URSS tente donc de résoudre ce dilemme de deux façons. D'une part, elle contraint les États d'Europe de l'Est à investir dans les gisements pétroliers russes. Ainsi, dès 1966, la Tchécoslovaquie avait «accordé» un crédit de 500 millions de roubles à l'URSS pour le développement de l'industrie du pétrole en contrepartie de livraisons de pétrole. La RDA, la Bulgarie et même la Roumanie (qui est elle-même productrice de pétrole et exportatrice) ont procédé à de semblables investissements dont on imagine aisément qu'ils ne se concluent pas aux mêmes conditions que ceux que, par exemple, l'URSS conclue elle-même avec les États sous-développés.

D'autre part, l'URSS s'efforce de conserver des moyens de pression sur les régions du tiers monde où s'approvisionnent les États de l'Est. La formule la meilleure pour l'impérialisme russe est de parvenir à servir systématiquement d'intermédiaire entre les producteurs de pétrole et leurs clients d'Europe de l'Est. C'est pourquoi il lui est absolument vital de conserver son influence sur les pays producteurs.

Le problème de l'approvisionnement de l'Europe de l'Est en matières premières, minerais, etc., se pose de la même façon que pour le pétrole, bien qu'avec moins d'acuité. Les États d'Europe de l'Est cherchent à diversifier leurs sources d'importation de produits de base pour lesquels ils dépendent de l'URSS (en particulier le minerai de fer, les métaux non ferreux, les phosphates, etc.).

Ainsi, la Roumanie, la Bulgarie et la Pologne ont investi dans les industries extractives en Tunisie, en Égypte et en Syrie. On assiste également à une pénétration de l'Europe de l'Est en Amérique du Sud : la Pologne importe notamment des quantités croissantes de minerai de fer brésilien. Ces importations ne représentent encore qu'une très faible proportion de celles en provenance d'URSS : 320 000 tonnes contre 10 millions. Le risque n'en est pas moins réel pour l'URSS. Aussi impose-t-elle, de la même façon que pour le pétrole, des investissements sur son propre territoire aux États d'Europe de l'Est.

Le ministère des Matières Premières de RDA a ainsi été amené à déclarer qu'il était normal que la RDA (qui profite des exportations soviétiques de minerais) participe aux investissements, même si cela devait freiner l'amélioration du niveau de vie dans le pays investisseur.

Toujours comme pour le pétrole, l'URSS revend (avec bénéfices...) en Europe une partie importante des matières premières qu'elle reçoit des pays sous-développés en échange de ses livraisons d'armes, constructions d'usine, etc. Elle réussit également à caser dans les pays sous-développés des produits de consommation de très basse qualité, absolument invendables même en Europe de l'Est ou sur son propre territoire.

Les exemples que nous venons de donner mettent parfaitement en lumière l'étroite imbrication entre les causes économiques, politiques et militaires de l'impérialisme russe et l'absurdité de la

thèse trotskyste selon laquelle l'expansionnisme russe présenterait un caractère « *uniquement politique* ». Si, en dernier ressort, les fondements de l'impérialisme résident dans la concurrence qui oppose entre elles les différentes fractions du Capital, les effets de cette compétition ne sont bien évidemment pas déterminés mécaniquement. A travers chacune de ses interventions, l'impérialisme défend avant tout ses intérêts généraux. Ainsi la politique de l'impérialisme américain est également un tout indissociable.

L'intervention de la CIA au Chili ne présente pas un caractère « plus impérialiste » que celle de l'armée américaine au Vietnam. Les intérêts économiques directs et immédiats de l'impérialisme au Chili (trust ITT, etc.) sont évidents, alors qu'économiquement le Vietnam représentait une source de dépense – en dehors des énormes profits ramassés par les trusts d'armement. L'impérialisme y défendait avant tout son leadership dans le Sud-Est asiatique, sa crédibilité auprès des autres États dominés, etc., et non des intérêts économiques directs au Vietnam même.

Aucun individu doué d'un minimum de bon sens n'aurait l'idée d'affirmer que « *parce que les intérêts économiques américains au Vietnam sont relativement insignifiants au regard de l'effort militaire engagé, l'intervention américaine ne présentait pas un caractère impérialiste* » ! C'est le même raisonnement qu'appliquent certains à l'URSS. Décidément, les « bourgeois ont davantage les pieds sur terre que nombre de ceux qui entendent les combattre. Il suffit d'entendre le PDG de Creusot Loire – de retour d'URSS – déclarer que la prochaine étape de la collaboration de son trust avec l'URSS serait des accords de « *joint venture* » en direction de pays en voie de développement – c'est-à-dire l'organisation commune et concertée du pillage impérialiste le plus évident dans le cadre de sociétés internationales – pour en être convaincu ! Il n'y a pas pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir...

L'IMPERIALISME RUSSE ET LES REVOLUTIONNAIRES

La caractérisation de l'URSS comme État impérialiste est partagée dans le mouvement « gauchiste » par les groupes maoïstes qui déduisent de cette caractérisation leur politique vis-à-vis du PCF d'une part, de la bourgeoisie française de l'autre.

Bien que la ligne politique de ces organisations dites « mao-staliniennes » doive davantage à la volonté de suivre Pékin qui recherche l'alliance des États impérialistes européens contre l'URSS qu'à un souci de cohérence théorique, il est nécessaire d'examiner l'analyse de ces tendances qu'on retrouve en France – *L'Humanité rouge*, *Front rouge*, etc. – comme dans d'autres pays, en particulier le Portugal.

Leur argumentation est la suivante : le principal danger en Europe est le social-impérialisme soviétique. Toutes les forces nationales doivent donc s'unir pour préserver l'indépendance nationale. *L'Humanité rouge* propose ainsi l'unité à... Michel Jobert¹³. Peut-être demain étendra-t-elle ce « *front uni des peuples* » à Bigeard ou à Massu¹⁴ qui, eux aussi, ont de sérieuses références tricolores. *Front rouge* ne va pas aussi loin pour le moment.

L'Humanité rouge, quant à elle, se met ainsi au service de l'impérialisme français qui est bien vivant et fait encore plier sous son joug des millions d'ouvriers et paysans coloniaux.

Si l'impérialisme russe est en effet un dangereux ennemi des peuples et de la classe ouvrière, d'autant plus dangereux qu'il concentre entre ses mains la totalité des moyens économiques et militaires qui lui confèrent une redoutable efficacité, en dépit de sa relative faiblesse économique, les révolutionnaires communistes n'ont pas à soutenir les impérialismes « faibles » contre les requins de plus grande envergure ; pas plus qu'ils ne soutiennent les petits capitalistes contre les « gros » ou les monopoles.

En cas de guerre impérialiste mondiale, les révolutionnaires ne peuvent que souhaiter la défaite de tous les camps en présence et lutter pour abattre leur propre bourgeoisie.

Si les révolutionnaires communistes souhaitent la défaite de l'impérialisme russe en cas de

¹³ Michel Jobert (1921-2002): ministre gaulliste (NDLR, 2025).

¹⁴ Bigeard et Massu : généraux durant la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie (NDLR, 2025).

guerre mondiale, cela ne signifie en aucun cas qu'ils souhaitent la victoire de son rival américain, mais la défaite de tous les camps en présence. Que ceux qui jugeraient cette position «contradictoire» ou arguent d'hypothétiques «conséquences différentes» de la victoire de l'un ou l'autre rapace, méditent cette phrase de Lénine : «*Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre les gouvernements, et qui le désire, trouve absurde que les socialistes de tous les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de tous les gouvernements, de «leurs» gouvernements.*»

V., *Combat Communiste*, 1976

Sources:

Yves Fuchs, *La coopération, aide ou néocolonialisme*, Éditions sociales, 1973

Courrier des pays de l'Est, n° 155 et n° 177 (sur l'approvisionnement énergétique des pays de l'Est)

Documentation française/revue *Problèmes économiques* n° 1132, 1332, 1366, 1379, 1391 (pétrole et rapports entre l'URSS et le tiers monde) et *Documents* n° 2542 (rapports économiques sino-soviétiques)

Sur l'ère de Staline et après Staline :

Histoire des démocraties populaires de François Fejtö, Éditions du Seuil, 1952, 1972, 2^e édition (pillage des pays de l'Est et formation du Comecon)

Ygael Gluckstein (alias Tony Cliff), *Les satellites européens de Staline* Les Iles d'or, 1953 ; disponible désormais en ligne <https://www.marxists.org/francais/cliff/1952/satellites/satellites.pdf>

Nigel Harris, *L'impérialisme aujourd'hui*, Cahiers de la Gauche marxiste, 1973

Derk Kinnane, *The Kurds and Kurdistan*, Institute of Race Relations, Oxford University press, 1964 ; disponible en ligne : <https://archive.org/details/the-kurds-and-kurdistan/page/10/mode/2up>

Entreprise n° 1017 (ventes d'armes) et n° 1025 (structures de la bourgeoisie)

Roy Medvedev, *De la démocratie socialiste*, Grasset, 1972

Pour les publications des groupes «mao-staliniens» sur l'impérialisme russe, voir *Communisme* n° 7 et 8 et la brochure *Démasquons le social-impérialisme soviétique*

Articles divers de la presse patronale *Les Échos*, *Information économique et commerciales*, *Entreprise*, notamment les déclarations du PDG de Creusot-Loire à cette revue